

COMMUNE D'YVONAND

Plan d'affectation « Mortaigue »

Règlement

Enquête publique

CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Champ d'application

¹ Le plan d'affectation « Mortaigue » s'applique au périmètre tel que défini au plan.

Article 2 Contenu

¹ Le PA « Mortaigue » comprend les documents à valeur prescriptive suivants :

- le présent règlement ;
- le plan à l'échelle 1/1000.

Article 3 Objectifs

¹ Le présent plan d'affectation a pour objectifs de :

- permettre la réalisation d'infrastructures sportives en relation avec l'agrandissement de l'établissement scolaire « En Brit » ;
- développer des équipements sportifs dans un secteur stratégique à proximité du site scolaire existant ;
- encourager la pratique sportive des différentes associations locales et régionales.

CHAPITRE II AFFECTATIONS ET CONSTRUCTIONS

Article 4 Organisation du PA

¹ Le PA « Mortaigue » est divisé en sept zones d'affectation :

- La zone affectée à des besoins publics 15 LAT- A
 - Aire d'installations sportives
 - Aire de transition paysagère
- La zone affectée à des besoins publics 15 LAT- B
 - Aire des constructions sportives
 - Aire d'installations sportives
 - Aire d'accès et de stationnement
 - Aire de transition paysagère
- La zone de verdure 15 LAT
- La zone de desserte 15 LAT
- La zone agricole 16 LAT
- La zone agricole protégée 16 LAT
- L'aire forestière 18 LAT

Article 5 Zone affectée à des besoins publics 15 LAT (PUB) - A

1. Affectation

¹ Cette zone est réservée à l'aménagement d'infrastructures sportives de plein air en lien avec l'activité scolaire du site « En Brit ».

2. Degré de sensibilité au bruit

¹ Le degré de sensibilité applicable est de III conformément aux prescriptions de l'OPB.

3. Implantation

¹ Les constructions et aménagements s'implanteront dans l'aire d'installations sportives telle que représentée au plan.

4. Aire d'installations sportives

¹ Cette aire est destinée à l'aménagement de terrains de sport en plein air. Les matériaux utilisés doivent rester perméables.

² Les installations de minime importance nécessaires au fonctionnement des terrains de sport, telles que les barrières, les pare-ballons, les éclairages, les abris pour les remplaçants, tableaux d'affichage, etc sont autorisées.

³ Les éléments verticaux et opaques ayant un impact significatif sur le paysage ne sont pas admis (panneaux publicitaires, etc.). Les panneaux installés le long des barrières sont admis. Ils ne devront pas mesurer plus qu'environ 1.20 m de haut.

⁴ La réalisation de gradins n'est pas autorisée.

⁵ Les espaces verts non nécessaire à l'exploitation des installations sportives doivent être en majorité aménagés en surfaces favorables à la biodiversité.

5. Aire de transition paysagère

¹ L'aire de transition paysagère figurée au plan a pour vocation de créer un filtre visuel entre les installations sportives et les espaces alentours.

² Elle sera composée d'une haie multi spécifique comprenant de petits arbustes, de buissons ainsi que d'une prairie.

³ Si la place dédiée aux terrains de sport est suffisante, l'aire de transition paysagère pourra empiéter sur l'aire des installations sportives.

⁴ Les plantations seront effectuées au moyen d'essences indigènes.

⁵ Les essences autorisées sont mentionnées à l'art. 33 RLPrPNP et ses annexes 5 et 6.

⁶ Des ouvrages destinés à la rétention des eaux météoriques (noues, bassins, etc) pourront y prendre place.

Article 6 Zone affectée à des besoins publics 15 LAT – B (PUB B)

1. Affectation

¹ Cette zone est destinée à la construction d'installations sportives et d'utilité publique.

² Des aménagements nécessaires à la protection contre le bruit peuvent y prendre place.

2. Degré de sensibilité au bruit

¹ Le degré de sensibilité applicable est de III conformément aux prescriptions de l'OPB.

3. Constructibilité

¹ Les installations sportives doivent être disposées de manière à garantir une utilisation optimale de l'espace.

² Les matériaux utilisés doivent s'intégrer harmonieusement dans le paysage environnant et les revêtements de sol perméables doivent être favorisés pour les aménagements extérieurs sous réserve de contraintes techniques.

4. Aire des constructions sportives

¹ Cette aire est destinée aux bâtiments de service en relation avec la pratique du sport. Seules les constructions en lien avec l'utilisation des terrains de sport sont admises.

² Il s'agit notamment des constructions et aménagements suivants :

- Des vestiaires ;
- Une cantine ;
- Des locaux de stockage pour le matériel ;
- Des locaux ou installations techniques en relation avec l'utilisation de la zone.

³ La hauteur hors-tout des constructions sera limitée à 5.50 mètres. Cette hauteur est mesurée sur la base du terrain naturel à l'emplacement de la construction.

⁴ Leur conception architecturale (volumétrie, matériaux, couleurs) devra limiter leur impact sur le paysage.

5. Aire d'installations sportives

¹ Cette aire est destinée à la construction d'installations sportives tels que des terrains de pétanque, un skate-park, un terrain multisport et autres installations similaires.

6. Aire d'accès et de stationnement

¹ Cette aire est destinée à la réalisation des accès et du stationnement pour les installations sportives du Secteur Mortaigue.

A. Stationnement voitures

¹ Le nombre de places de parc en lien avec les installations sportives sera au maximum de 68 places conformément aux analyses entreprises par le spécialiste mobilité selon la norme VSS 40 281.

² Le stationnement devra être tarifé sur l'ensemble du secteur.

³ Des contrôles d'accès devront être mis en place afin d'empêcher que les places restantes à destination des infrastructures sportives ne soient également utilisées pour le scolaire.

⁴ Dans la mesure du possible, le revêtement des places de stationnement sera réalisé au moyen de matériaux perméables.

⁵ Pour toutes les 10 places de stationnement, la plantation d'un arbre pourra être exigée sous réserve d'incompatibilité avec les vestiges archéologiques. A défaut, des plantations en bac seront installées. Dans ce cas-là, le nombre d'arbres sera doublé par rapport au ratio en pleine terre.

B. Vélos

¹ Le besoin de place de vélos sera calculé selon la norme VSS 40 065.

C. Deux-roues motorisés

¹ Le nombre de places de stationnement pour les deux-roues motorisés correspondra à 10% du nombre de places dédiées aux voitures de tourisme.

7. Aire de transition paysagère

¹ L'aire de transition paysagère figurée au plan a pour vocation de créer un filtre visuel entre les installations sportives et les zones à bâtir au nord.

² Elle sera composée d'une haie multi spécifique comprenant de petits arbustes, des buissons ainsi que d'une prairie.

⁴ Les plantations seront effectuées au moyen d'essences indigènes.

⁵ Les essences autorisées sont mentionnées à l'art. 33 RLPrPNP et ses annexes 5 et 6.

⁶ Des ouvrages destinés à la rétention des eaux météoriques (noues, bassins, etc) pourront y prendre place.

Article 7 Zone de verdure 15 LAT (VER)

¹ Cette zone est régie par les dispositions des législations fédérales et cantonales relatives à l'espace réservé aux eaux.

² Elle est inconstructible à l'exception des cas définis à l'art. 41c de l'OEaux.

Article 8 Zone de desserte 15 LAT

¹ Cette zone est destinée à la création des dessertes publiques pour les véhicules et piétons ainsi qu'au stationnement à l'intérieur de la zone à bâtir.

² La législation en la matière est applicable.

Article 9 Zone agricole 16 LAT (AGR)

1. Affectation

¹ Cette zone est régie par les dispositions de la législation fédérale.

2. Degré de sensibilité au bruit

² Le degré de sensibilité applicable est de III conformément aux prescriptions de l'OPB.

Article 10 Zone agricole protégée 16 LAT (AGP)

1. Affectation

¹ Cette zone est destinée à ménager un espace de compensation écologique dans le but de préserver la connectivité écologique et l'intégration paysagère de la zone à bâtir.

² Toute construction y est interdite. Toutefois, sous réserves des dispositions fédérales, des aménagements en rapport avec les buts mentionnés à l'al. 1 sont admis.

³ Les dispositions de la législation fédérale sont applicables.

2. Degré de sensibilité au bruit

¹ Le degré de sensibilité applicable est de III conformément aux prescriptions de l'OPB.

3. Arborisation

¹ Une haie multi-spécifique devra être réalisée à la limite entre la zone à bâtir et la zone agricole.

² La largeur de la haie doit être au minimum de 10 mètres. Une bande herbeuse extensive doit être intégrée de part et d'autre de la haie dans cette largeur.

³ La haie doit être composée de strates arbustives et de strates buissonnantes, et uniquement d'essences indigènes de station.

Article 11 Aire forestière 18 LAT (FOR)

¹ L'aire forestière est régie et définie par les dispositions de la législation forestière fédérale et cantonale.

² Le présent plan d'affectation constitue le document formel de constatation de nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celles-ci.

³ Hors de la zone à bâtir et de la bande des 10 mètres qui la confine, l'aire forestière est figurée sur le plan à titre indicatif. Elle est déterminée par la nature des lieux. Son statut est prépondérant sur celui prévu par le zonage.

⁴ Sans autorisation préalable du service forestier, il est notamment interdit de couper des arbres et de faire des dépôts en forêt, de construire, d'ériger des barrières et de faire des feux sauvages en forêt et à moins de 10 mètres des lisières.

CHAPITRE III DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES ZONES

Article 12 Dérogations spéciales aux aires

¹ Si, en raison de la présence de vestiges archéologiques découverts après la mise à l'enquête du présent PA, des installations ou constructions ne pouvaient être réalisées dans les aires telles que définies au plan, de légères adaptations de celles-ci sont admises.

² La surface des aires concernée ne pourra pas être augmentée. Les objectifs de protection de la nature et d'intégration paysagère doivent être respectés.

Article 13 Espace réservé aux eaux

¹ L'espace réservé aux eaux est déterminé selon le droit fédéral (loi fédérale sur la protection des eaux et ordonnance sur la protection des eaux) et illustré sur le plan. Sa largeur est définie sur le plan.

² En cas de projet de construction dans ses abords hors de la zone à bâtir, la position exacte de l'espace réservé aux eaux est à définir sur site, selon la position de l'axe du cours d'eau et/ou de la ligne de rive constatée dans le terrain.

³ A l'intérieur de l'espace réservé aux eaux, sont réservées toutes autres dispositions légales notamment celles relatives à la protection des eaux.

Article 14 Patrimoine archéologique

¹ Le périmètre du PA est partiellement compris dans la région archéologique n°388/302 telle que définie par l'Archéologie cantonale, dans laquelle toute atteinte doit faire l'objet d'une autorisation spéciale selon art. 40 LPrPCI.

² Un diagnostic archéologique par sondages, surveillance, etc... sera réalisé préalablement à tous travaux.

³ En vertu de l'art. 40 et suivant LPrPCI, tous travaux dans le périmètre des régions archéologiques doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale du Département en charge des monuments, sites et archéologie.

⁴ Lors de l'élaboration de plans directeurs, d'affectation ou de projets ayant un impact important au sol, l'Archéologie cantonale doit être intégrée dès la phase de planification et consultée (art. 8 LPrPCI). Dans le cadre de projet dont l'impact au sol est important, une autorisation spéciale est requise selon l'art. 41 LPrPCI.

Article 15 Protection des sols

¹ Pour les projets de constructions ayant des emprises sur les sols (urbains, naturels, agricoles ou forestiers), la protection et la valorisation des sols seront traitées dans un concept sols établi selon les directives cantonales (directive DMP864).

Article 16 Protection contre le bruit

¹ Les constructions, équipements et installations réalisées dans le périmètre du PA devront respecter les valeurs fixées par l'OPB.

² Dans le cadre des demandes de permis de construire, une étude acoustique détaillée sur la base des hypothèses figées de fonctionnement, d'usage et d'aménagement devra être réalisée. Cette étude devra assurer la conformité à l'OPB et, le cas échéant, définir les mesures acoustiques complémentaires.

Article 17 Constructions souterraines

¹ Sont considérées comme souterraines, les constructions ou parties de constructions dont les trois-quarts au moins du volume sont situés au-dessous du niveau du terrain naturel, dont au plus une face est apparente une fois le terrain aménagé et dont la toiture est accessible de plain-pied ou recouverte de végétation extensive.

² En secteur Au de protection des eaux, les constructions souterraines sont interdites au-dessous du niveau piézométrique moyen de la nappe souterraine.

Article 18 Eclairage extérieur

¹ Une attention particulière sera portée sur la limitation de la pollution lumineuse afin de réduire l'impact de celle-ci sur la faune.

² Un éclairage dynamique avec extinction en dehors des heures d'utilisation sera obligatoire.

³ L'éclairage devra limiter au maximum l'impact sur le cordon boisé et la rivière.

⁴ La norme SIA 491 : 2013 s'applique pour toute nouvelle construction ou demande d'éclairage. Tout dispositif lumineux dirigé vers le ciel est interdit.

Article 19 Utilisation des eaux météoriques

¹ Les eaux météoriques issues des toitures doivent, dans la mesure du possible, être récupérées et utilisées pour les installations sanitaires.

² La directive communale sur l'évacuation des eaux de biens-fonds est applicable.

³ L'évacuation des eaux météoriques des parcelles doit être conforme au PGEE communal.

⁴ Selon les possibilités en relation avec la perméabilité du sous-sol, l'infiltration et/ou la rétention des eaux sont obligatoires sous réserve d'une autorisation cantonale au sens de l'art. 12a de la Loi sur la police des eaux dépendant du domaine public (LPDP).

⁵ Conformément au PGEE communal, en limite des voies publiques ou privées, les eaux météoriques ne doivent pas s'écouler sur le domaine public.

Article 20 Secteur de restrictions (dangers naturels)

1. Dispositions générales

¹ Le territoire situé dans le périmètre du plan d'affectation est soumis au danger d'inondation (INO) par les crues de degré résiduel à moyen.

² Toute demande de permis de construire est soumise à autorisation spéciale de l'ECA qui peut demander qu'elle soit accompagnée d'une évaluation locale de risque (ELR) établie par un professionnel qualifié. L'ELR indique la situation de danger, les objectifs de protection et de manière détaillée toutes les mesures de protections utiles, notamment constructives, à exécuter avant, pendant et après les travaux en vue de prévenir les risques liés aux dangers naturels sur les bâtiments et installations afin de garantir la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement. Le cas échéant, les mesures de protection doivent être coordonnées entre les différents types de dangers naturels.

³ Conformément aux objectifs de protection, les principes de protection sont les suivants :

- La sécurité des personnes et des biens à l'intérieur des bâtiments doit être garantie ;
- L'exposition au risque à l'extérieur des bâtiments doit être limitée ;
- Le cas échéant, un concept de protection, coordonné entre les différents types de dangers naturels, doit être mis en œuvre ;
- Le projet doit tenir compte de l'éventuel report du danger sur les parcelles voisines.

2. Secteur de restriction – Généralités

¹ Le secteur de restriction lié aux dangers d'inondation définis sur le plan d'affectation concerne les parcelles 618, 269 et 270. En fonction de la situation de danger, du projet et de ses objectifs de protection, des mesures de protection peuvent s'avérer nécessaires. Le cas échéant, elles peuvent se limiter à une localisation appropriée du projet sur la parcelle, à une utilisation appropriée des espaces et éventuellement à des mesures simples de protection, notamment des sous-sols. Si nécessaire, afin d'atteindre les objectifs de protection, des mesures plus importantes peuvent être prises, notamment structurelles.

3. Recommandations constructives et d'exploitations

¹ Dans le secteur de restriction INO, si nécessaire, les mesures de protection générales suivantes sont recommandées afin de garantir la protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement. Ces différentes mesures peuvent être combinées afin d'atteindre les objectifs de protection. Le cas échéant, le choix des mesures et leurs dimensionnements sont à prévoir en fonction de la situation de danger locale et du projet :

- A. Favoriser les écoulements dans des zones définies et protégées :
- Maintien du niveau des berges et du gabarit du cours d'eau.

- Maintien de l'écoulement sur son cheminement préférentiel en dehors de la parcelle.
 - Aménagements d'un chenal d'écoulement préférentiel sur la parcelle.
 - Mise en place d'un modelé de terrain ou d'un obstacle.
- B. Empêcher la formation d'accumulations :
- Remblayage du terrain sans report du danger sur les parcelles voisines.
 - Aménagements d'un chenal d'évacuation.
 - Protection des points bas (garages souterrains, sous-sols, etc.).
- C. Empêcher l'eau d'atteindre l'intérieur des bâtiments :
- Création de murets étanches.
 - Surélévation du bâtiment à un niveau donné.
 - Disposition des ouvertures et des accès en dehors des zones inondées et/ou en dehors des points bas ou des dépressions.
 - Étanchéification et/ou renforcement des ouvertures non déplaçables (portes, aération, sauts-de-loup, etc.).
 - Protection des canalisations et étanchéification des introductions de réseaux.
- D. Empêcher les atteintes à la structure des bâtiments :
- Protection contre le risque de soulèvement par la poussée d'Archimède.
 - Protection contre la force d'impact de l'eau et des débris charriés.
 - Protection contre le risque d'érosion ou de déstabilisation de la berge.
- E. Optimiser le stockage des biens :
- Stockage des biens sensibles (objet de valeurs, archives, œuvres d'art, serveurs informatiques, etc.) dans les étages ou des locaux non inondables.
 - Conception adéquate et positionnement judicieux, à l'extérieur et dans le bâtiment, des équipements techniques (chaufferie, tableau électrique, ascenseur, etc.) et/ou sensibles ainsi que des locaux.
 - Utilisation de matériaux peu sensibles à l'humidité.
- F. Assurer des voies d'évacuation sûres pour les personnes
- Signalisation et maintien de voies d'évacuation sûres ;

- Aménagement d'escaliers intérieurs menant vers une partie du bâtiment non inondée ;
- Cheminement extérieur en dehors des zones inondées.

4. Secteur de restriction – Ruissellement

¹ Le ruissellement des eaux pluviales est susceptible de concerner les parcelles 618, 269 et 270. Les propriétaires sont tenus de considérer le danger de ruissellement lors de la conception de tout projet.

² La construction de nouveaux bâtiments, la rénovation des bâtiments existants ou les réaménagements extérieurs sur toute parcelle exposée au ruissellement doivent intégrer des mesures proportionnées permettant de réduire l'exposition des personnes et la vulnérabilité des biens à cet aléa.

³ Les nouvelles constructions, les nouveaux aménagements ainsi que la mise en place de mesures de protection ne doivent en aucun cas augmenter ou reporter les risques sur les parcelles voisines.

CHAPITRE IV DEROGATIONS

Article 21 Dérogations

¹ À titre exceptionnel et dans les limites du Droit cantonal (art. 85 LATC), la Municipalité peut déroger aux dispositions du présent plan d'affectation.

CHAPITRE V DISPOSITIONS FINALES

Article 22 Entrée en vigueur

¹ Le présent PA (plan et règlement) est approuvé par le Département compétent, conformément à l'art. 43, al. 1 LATC.

² L'entrée en vigueur du plan est constatée par le service compétent, conformément à l'art. 43, al. 3 LATC.

³ Le PA « Mortaigue » abroge à l'intérieur de son périmètre les dispositions du Plan général d'affectation (PGA) légalisé le 3 septembre 1993 et du Plan de Quartier « Mordagne » légalisé le 10 décembre 1993 et toutes autres dispositions antérieures qui leur seraient contraires.

APPROUVÉ PAR LA MUNICIPALITÉ DANS SA SÉANCE DU

La Syndique

La Secrétaire

SOU MIS À L'ENQUÊTE PUBLIQUE DU AU

La Syndique

La Secrétaire

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL DANS SA SÉANCE DU

La Présidente

La Secrétaire

APPROUVÉ PAR LE DÉPARTEMENT COMPÉTENT

La Cheffe du Département Lausanne, le

ENTRÉ EN VIGUEUR LE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
Article 1	Champ d'application	3
Article 2	Contenu	3
Article 3	Objectifs	3
CHAPITRE II	AFFECTATIONS ET CONSTRUCTIONS	4
Article 4	Organisation du PA	4
Article 5	Zone affectée à des besoins publics 15 LAT (PUB) - A	4
Article 6	Zone affectée à des besoins publics 15 LAT – B (PUB B)	5
Article 7	Zone de verdure 15 LAT (VER)	7
Article 8	Zone de desserte 15 LAT	7
Article 9	Zone agricole 16 LAT (AGR)	7
Article 10	Zone agricole protégée 16 LAT (AGP)	7
Article 11	Aire forestière 18 LAT (FOR)	8
CHAPITRE III	DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES ZONES	9
Article 12	Dérogations spéciales aux aires	9
Article 13	Espace réservé aux eaux	9
Article 14	Patrimoine archéologique	9
Article 15	Protection des sols	9
Article 16	Protection contre le bruit	10
Article 17	Constructions souterraines	10
Article 18	Eclairage extérieur	10
Article 19	Utilisation des eaux météoriques	10
Article 20	Secteur de restrictions (dangers naturels)	11
CHAPITRE IV	DEROGATIONS	14
Article 21	Dérogations	14
CHAPITRE V	DISPOSITIONS FINALES	15
Article 22	Entrée en vigueur	15